

# GE\_GERICHTE P/15662/2015 vom 27. Februar 2018

GE Cour de justice, 2018-02-27, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_P\\_15662\\_2015](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_P_15662_2015)

FR: GE\_GERICHTE P/15662/2015 du 27 février 2018

IT: GE\_GERICHTE P/15662/2015 del 27 febbraio 2018

## Regeste

CLASSEMENT DE LA PROCÉDURE ; DOMICILE ; AUTOMOBILE ; MAÎTRE DU FICHER ; FICHER DE DONNÉES ; SPHÈRE SECRÈTE ; PUNISSABILITÉ ; CONTRAVENTION | CPP.319; LPO.34; CP.29; CP.102; CP.179quater; CP.186

## Erwägungen

### E. 1

Le recours est recevable pour avoir été déposé selon la forme et dans le délai prescrits (art. 385 al. 1 et 396 al. 1 CPP), concerner une ordonnance sujette à recours auprès de la Chambre de céans (art. 393 al. 1 let. a CPP) et émaner des parties plaignantes qui, partie à la procédure (art. 104 al. 1 let. b CPP), ont qualité pour agir, ayant un intérêt juridiquement protégé à la modification ou à l'annulation de la décision querellée (art. 382 al. 1 CPP).

### E. 2

La Chambre pénale de recours peut décider d'emblée de traiter sans échange d'écritures ni débats les recours manifestement irrecevables ou mal fondés (art. 390 al. 2 et 5 a contrario CPP). Tel est le cas en l'occurrence, au vu des considérations qui suivent.

### E. 3

Les recourants invoquent de façon générale une violation de l'art. 319 al. 1 let. a CPP.

#### E. 3.1

Selon cette disposition, le ministère public ordonne le classement de tout ou partie de la procédure lorsqu'aucun soupçon justifiant une mise en accusation n'est établi. Le principe " in dubio pro duriore " découle du principe de la légalité (art. 5 al. 1 Cst. et 2 al. 2 CPP en relation avec les art. 319 al. 1 et 324 CPP; ATF 138 IV 86 consid. 4.2 p. 91; arrêt du Tribunal fédéral 6B\_196/2017 du 5 septembre 2017 consid. 2.1). Il signifie qu'en principe, un classement ou une non-entrée en matière ne peut être prononcé par le ministère public que lorsqu'il apparaît clairement que les faits ne sont pas punissables ou que les conditions à la poursuite pénale ne sont pas remplies. Le ministère public et l'autorité de recours disposent, dans ce cadre, d'un pouvoir d'appréciation. La procédure doit se poursuivre lorsqu'une condamnation apparaît plus vraisemblable qu'un acquittement ou lorsque les probabilités d'acquittement et de condamnation apparaissent équivalentes, en particulier en présence d'une infraction grave (ATF 138 IV 86 consid. 4.1.1 - 4.1.2 p. 90 s.; arrêt du Tribunal fédéral 6B\_551/2015 du 24 février 2016 consid. 3). Le principe " in dubio pro duriore " exige donc simplement qu'en cas de doute, la procédure se poursuive. En effet, en cas de doute, ce n'est pas à l'autorité d'instruction ou d'accusation mais au juge

matériellement compétent qu'il appartient de se prononcer. Au stade de la mise en accusation, le principe " in dubio pro reo ", relatif à l'appréciation de preuves par l'autorité de jugement, ne s'applique donc pas. C'est au contraire la maxime " in dubio pro duriore " qui impose, en cas de doute, une mise en accusation. Ce principe vaut également pour l'autorité judiciaire chargée de l'examen d'une décision de classement (ATF 138 IV 86 consid. 4.1.1 p. 91; ATF 138 IV 186 consid. 4.1 p. 190; arrêt du Tribunal fédéral 6B\_196/2017 du 5 septembre 2017 consid. 2.1). Lorsque les preuves réunies à ce stade de l'enquête ne permettent pas de retenir un fait qui correspond à un élément constitutif de l'infraction (art. 319 al. 1 let. b CPP), l'enquête doit se poursuivre pour élucider plus complètement la situation (A. KUHN / Y. JEANNERET (éds), Commentaire romand : Code de procédure pénale suisse, Bâle 2011, n. 5 ad art. 319; DCPR/151/2011 du 30 juin 2011). Il n'y a cependant pas lieu d'administrer des preuves sur des faits non pertinents, notoires, connus de l'autorité pénale ou déjà suffisamment prouvés (art. 139 al. 2 et 318 al. 2 CPP).

### **E. 3.2**

C'est à la lumière de ces principes que seront examinés les mérites du recours.![endif]>![if>

### **E. 4**

Le classement de la prévention d'infraction à l'art. 50 LTC n'est pas contesté. Cet aspect de la procédure ne sera, par conséquent, pas abordé (art. 385 al. 1 CPP).![endif]>![if>

### **E. 5**

Les recourants font valoir que D\_\_\_\_\_ n'était pas en droit de les faire observer pour les besoins des prestations d'assurance qu'elle assumait, soit la couverture du dommage corporel.![endif]>![if>

#### **E. 5.1**

La jurisprudence la plus récente enseigne que le dispositif légal suisse en matière de surveillance d'un assuré par une assurance sociale – ce que n'est pas D\_\_\_\_\_, en l'espèce, puisqu'elle assure la responsabilité civile du fautif – n'est plus compatible avec les exigences de la CEDH (ATF 143 IV 387 ; ATF 143 I 377 ; cf. arrêt de la CourEDH n° 61838/10 du 18 octobre 2016 Vukota-Bojic c. Suisse ). Ce nonobstant, la protection pénale reste assurée par l'art. 179 quater CP (cf. ATF 143 IV précité, consid. 4.1.2 p. 390). Une telle protection est évidemment aussi donnée lorsque la surveillance est intervenue à l'initiative d'une assurance privée. En revanche, la décision de la CourEDH ne saurait en elle-même créer de nouvelle infraction pénale (cf. art. 1 CP).![endif]>![if>

#### **E. 5.2**

En l'espèce, les recourants n'ont pas invoqué l'art. 179 quater CP avant le dépôt de l'acte de recours. Le Ministère public a cependant traité la question (certes, sous l'intitulé d'infraction à l'art. 179 ter CP). Or, D\_\_\_\_\_, en tant qu'entreprise, ne serait punissable pour avoir commis l'infraction – qui est un délit (art. 10 al. 3 CP) – que si celle-ci ne pouvait être imputée à aucune personne physique déterminée en raison du manque d'organisation de l'entreprise (art. 102 al. 1 CP). Cette condition n'est pas réalisée, et les recourants n'ont jamais allégué ni n'établi le contraire. Le grief est rejeté.![endif]>![if>

#### **E. 5.3**

Les recourants estiment que les photos prises à l'occasion du rassemblement des \_\_\_\_\_ (cf. pièce 15 jointe à la plainte) représentaient une immixtion illicite dans leur vie privée, soit dans l'exercice de leurs convictions spirituelles. Ce moyen est soulevé pour la première fois en instance de recours. Il tombe à faux. Dans leur plainte pénale, les recourants eux-mêmes expliquaient que l'entrée à la manifestation était libre et gratuite (p. 12), y compris aux médias (\_\_\_\_\_). Aucune des photos jointes au rapport du détective concerné ne montre les recourants à l'intérieur de la halle de \_\_\_\_\_ dans laquelle se déroulait l'assemblée. Aucune ne permet de les rattacher, ni directement ni indirectement, aux \_\_\_\_\_. Des prises de vue d'eux-mêmes simplement à l'occasion de l'événement ne peuvent avoir violé l'art. 179 quater CP.![endif]>![if>

#### **E. 5.4**

Au vu de ce qui précède, il est superflu d'examiner si, de surcroît, la plainte pénale, du 15 août 2015, ne serait pas tardive, pour avoir été déposée plus de trois mois après que l'avocat des recourants eut reçu, le 12 mai 2015, tous les renseignements nécessaires pour agir, au sens de l'art. 31 CP.![endif]>![if>

#### **E. 6**

Le recourant fait grief au Ministère public de n'avoir pas poursuivi les prévenus (hormis D\_\_\_\_\_, à laquelle il admet que la teneur de l'art. 102 al. 1 CP fait obstacle) pour infraction à l'art. 34 al. 2 let. b LPD.![endif]>![if>

#### **E. 6.1**

On ne voit pas en quoi l'observation des faits et gestes du recourant dans l'espace public et la consignation des résultats dans des rapports écrits constitueraient un fichier, au sens de l'art. 3 let. g LPD. Comme le montre la définition légale, la notion de fichier implique que soient enregistrées des données personnelles relatives à plusieurs personnes (BSK DSG-BLECHTA, n. 79 ad art. 3 LPD); encore faut-il que les données permettent d'établir un profil de personnalité (pour des exemples, op. cit. , n. 67) ou contiennent des informations médicales relatives à la santé d'une personne ( op. cit. , n. 33 ss.). Or, les documents en mains des prévenus ne correspondent à aucune de ces hypothèses, tant il est vrai que les mouvements corporels du recourant, fût-ce en enfilant une combinaison de plongée, ne révélaient en eux-mêmes aucune information de nature médicale sur la réalité ou la simulation de son invalidité. Les données transmises par le GPS, parce qu'elles renseignent sur la position et les mouvements d'une automobile – et non sur les allées et venues de ses occupants – ne tombent pas non plus sous le coup de la LPD (arrêt de la Cour suprême du canton de Berne BK 17 358 du 29 décembre 2017 consid. 8.2).![endif]>![if>

#### **E. 6.2**

Par ailleurs, ne peut être l'auteur d'une infraction à l'art. 34 LPD que celui qui décide du but et du contenu de la collecte de données (BSK DSG – NIGGLI/MAEDER, n. 17 ad art. 34); au sein d'une entreprise, l'auteur doit réaliser l'une ou l'autre des hypothèses énoncées à l'art. 29 CP ( op. cit. , n. 19). Tel n'est pas le cas de C\_\_\_\_\_, qui n'est pas non plus un maître de fichier, au sens de l'art. 3 let. i LPD, puisqu'il s'est borné à signaler la suspicion de fraude au service compétent de son employeur.![endif]>![if>

#### **E. 6.3**

Au vu de ce qui précède, il est superflu d'examiner si, sur ce grief aussi, la plainte pénale ne serait pas tardive (cf. consid. 5.4 supra ).![endif]>![if>

## **E. 7**

Le recourant estime que les rapports des détectives privés, parce que leurs contenus étaient sciemment orientés contre lui, relèvent du faux dans les titres (art. 251 CP). ![/endif]>![if>

### **E. 7.1**

L'art. 251 ch. 1 CP réprime le comportement de celui qui, dans le dessein de porter atteinte aux intérêts pécuniaires ou aux droits d'autrui, ou de se procurer ou de procurer à un tiers un avantage illicite, aura créé un titre faux, falsifié un titre, abusé de la signature ou de la marque à la main réelles d'autrui pour fabriquer un titre supposé, ou constaté ou fait constater faussement, dans un titre, un fait ayant une portée juridique, ou aura, pour tromper autrui, fait usage d'un tel titre. Les documents faussement créés doivent constituer des titres tels que définis par l'art. 110 ch. 4 CP, soit tout écrit destiné et propre à prouver un fait ayant une portée juridique et tout signe destiné à prouver un tel fait.![endif]>![if> La notion de titre utilisé par l'art. 251 CP est définie par l'art. 110 ch. 4 CP. Selon cette disposition, sont des titres tous les écrits destinés et propres à prouver un fait ayant une portée juridique et tous les signes destinés à prouver un tel fait. L'enregistrement sur des supports de données et sur des supports-images est assimilé à un écrit s'il a la même destination. Les infractions du droit pénal relatives aux titres protègent la confiance qui, dans les relations juridiques, est placée dans un titre comme moyen de preuve. C'est pourquoi parmi les titres on ne trouve notamment que les écrits destinés et propres à prouver un fait ayant une portée juridique. Le caractère de titre d'un écrit est relatif. Par certains aspects, il peut avoir ce caractère, par d'autres non. La destination et l'aptitude à prouver un fait précis d'un document peut résulter directement de la loi, des usages commerciaux ou du sens et de la nature dudit document (ATF 142 IV 119 consid. 2.2 p. 121 s.). L'art. 251 ch. 1 CP vise non seulement un titre faux ou la falsification d'un titre (faux matériel), mais aussi un titre mensonger (faux intellectuel). Il y a faux matériel lorsque l'auteur réel du document ne correspond pas à l'auteur apparent, alors que le faux intellectuel vise un titre qui émane de son auteur apparent, mais dont le contenu ne correspond pas à la réalité (ATF 142 IV 119 consid. 2.1 p. 121; 138 IV 130 consid. 2.1 p. 134). Le faux intellectuel vise un titre qui émane de son auteur apparent, mais qui est mensonger dans la mesure où son contenu ne correspond pas à la réalité (ATF 123 IV 17 consid. 2b p. 19; 122 IV 332 consid. 2b et c p. 336 ss). Pour que le mensonge soit punissable comme faux intellectuel, il faut que le document ait une valeur probante plus grande que dans l'hypothèse d'un faux matériel (ATF 121 IV 131 consid. 2c p. 134). On parle de "valeur probante accrue".

### **E. 7.2**

En l'espèce, la notion de faux intellectuel, seule, peut entrer en considération, dès lors que les recourants n'allèguent pas, à juste titre, que les auteurs réels des rapports litigieux ne correspondraient pas à leurs signataires apparents. Or, on ne voit pas en quoi lesdits rapports présenteraient en eux-mêmes une valeur probante accrue, que ce soit pour les deux compagnies d'assurance concernées ou pour l'autorité judiciaire à laquelle ils pourraient avoir été soumis. En effet, un rapport d'observation sur l'état de santé et la capacité de travail d'un assuré n'est tout au plus qu'une base de réflexion, pouvant livrer certaines présomptions, que, seule, une expertise médicale ultérieure de ses constatations pourra, ou non, confirmer (ATF 137 I 327 consid. 7.1 p. 337; arrêt du Tribunal fédéral 8C\_515/2017 du 20 décembre 2017 consid. 5.1.). Le recourant en disconvient si peu qu'il invoquait déjà dans sa plainte pénale (p. 7) un arrêt ( 8C\_779/2012 du 25 juin 2013 consid. 2.3) allant dans ce sens. Telles que le recourant les a mises en évidence avec un soin vétilleux en annexe à

sa plainte pénale, les inexactitudes ou erreurs relevées dans les rapports des détectives, voire les contradictions avec les vidéos sur lesquels ces rapports se fondent, sont, en elles-mêmes, d'autant moins aptes à tromper leurs destinataires qu'il suffit à ceux-ci de visionner les images pour se faire une opinion propre. À les supposer sciemment mensongers (ou tronqués, ce que rien n'accrédite, hormis les convictions contraires des recourants), les rapports demandés par D\_\_\_\_\_ et transmis à E\_\_\_\_\_ n'en resteraient pas moins dépourvus de la qualité de titre, car ils n'ont pas de valeur probante accrue.

## **E. 8**

Le recourant soutient que les rapports d'observation constituaient des atteintes à son honneur.![endif]>![if>

### **E. 8.1**

L'honneur que protègent les art. 173 ss CP est le sentiment d'être une personne honnête et respectable, la réputation d'être une personne honorable, c'est-à-dire de se comporter comme un individu digne a coutume de le faire selon les conceptions généralement reçues et, par conséquent, le droit de ne pas être méprisé en tant qu'être humain ou entité juridique (ATF 132 IV 112 consid. 2.1 p. 115; ATF 128 IV 53 consid. 1a p. 58). Il faut donc que l'atteinte fasse apparaître la personne visée comme méprisable, qu'il s'agisse d'un être humain ou d'une entité juridique (ATF 114 IV 14 consid. 2a p. 15 et les références). Il ne suffit pas qu'elle l'abaisse dans la bonne opinion qu'elle a d'elle-même ou dans les qualités qu'elle croit avoir, notamment dans le cadre de ses activités professionnelles, artistiques ou politiques. Échappent donc à la répression les assertions qui, sans faire apparaître la personne comme méprisable, sont seulement propres à ternir la réputation dont une personne jouit dans son entourage ou à ébranler sa confiance en elle-même, notamment celles qui ne visent que l'homme de métier, l'artiste, le politicien, etc. En d'autres termes, l'honneur protégé par le droit pénal est conçu de façon générale comme un droit au respect, qui est lésé par toute assertion propre à exposer la personne visée au mépris en sa qualité d'homme (ATF 132 IV 112 consid. 2.1 p. 115; ATF 128 IV 53 consid. 1a p. 57 s. et les références; arrêt du Tribunal fédéral 6B\_441/2016 du 29 mars 2017 consid. 4.1).![endif]>![if>

### **E. 8.2**

À la lumière de ces principes, on chercherait en vain, dans les écrits litigieux, la moindre mise en cause de l'honorabilité du recourant. Ces textes se limitent à des descriptions, factuelles et dénuées de commentaire, que le recourant conteste, certes, mais qui, en elles-mêmes, ne jettent nullement sur lui le soupçon d'avoir simulé son invalidité ou, pis, escroqué les assurances. Si l'affirmation d'un détective selon laquelle le recourant ne démontrait aucune limitation physique dans ses mouvements quotidiens était " une insulte au bon sens " (recours p. 15), il n'en resterait pas moins qu'elle ne ternit pas la réputation du recourant, quand bien même celui-ci la trouverait subjective. Il en va de même d'autres mentions, par exemple qu'une gêne du bras droit ne serait pas apparente ou que ce membre semblerait capable de mouvements amples et énergiques, alertes et souples. Même contredites par le visionnement des images qui les fondent, ces assertions, et donc les contenus des rapports des détectives, n'exposent pas le recourant au mépris du lecteur. Le grief est infondé.![endif]>![if>

## **E. 9**

Les recourants considèrent à tort que leur voiture serait un domicile, et le châssis de celle-ci un espace attenant à l'habitacle. Sur le premier point, une voiture, à la différence d'un véhicule habitable, n'est pas un domicile (PK StGB – TRECHSEL/MONA, 2 e éd. 2018, n. 2 ad art. 186). Sur le second, l'espace sous une voiture n'est pas clos, comme l'exige l'art. 186 CP. Enfin, il n'est pas contesté que la balise GPS a été placée lorsque la voiture des recourants était parquée sur une place de stationnement publique (le parking de \_\_\_\_\_) et que cet acte n'a pas nécessité que son auteur pénétrât à l'intérieur de l'espace, clos, lui, que constitue l'habitacle (cf. B. CORBOZ, Les infractions en droit suisse, vol. II, 3 e éd., Berne 2010, n. 16 ad art. 186). Le grief est rejeté.

#### **E. 10**

De ce qui précède, il suit qu'aucun renvoi au Ministère public pour reprise de la procédure et administration de preuves complémentaires n'est nécessaire. Le classement est confirmé.

#### **E. 11**

Les recourants, qui succombent, supporteront les frais envers l'État, qui comprendront un émolument de décision (art. 428 al. 1 CPP et 13 al. 1 du Règlement fixant le tarif des frais en matière pénale, RTFMP ; E 4 10.03), fixés en totalité à CHF 1'500.-.

\* \* \*

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.